

Sommaire

Clôture du projet oasisien

- Page 2 -

Rencontre REFELA

- Page 3 -

Présentation étude : La traite des femmes
et enfants au Maroc

- Page 4 -

Tunisie : mission de l'Instance Vérité et
Dignité au Maroc

- Page 5 -

Visite de Mme. Lakshmi Puri, UN Women
Directrice Exécutive Adjointe au Maroc

- Pages 5 et 6 -

Renforcement des capacités des femmes
du Haut-Atlas - Forum mondiale « Des
Villes Sûres »

- Page 7 -

Algérie : Lancement du Forum de femmes
Parlementaires

- Page 8 -

Maroc : Groupe thématique genre

- Page 9 -

Nuit blanche du cinéma -
HeForShe et Building Bridges 2015

- Page 10 -

Rapport « Progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits »

ONU Femmes a lancé en avril 2015 un rapport majeur qui dévoile un programme de politique alternatif visant à transformer les économies et à concrétiser l'égalité de genre. L'étude approfondie évoque le thème des droits humains et l'élaboration de politiques économiques pour appeler à des changements d'ampleur dans l'agenda politique mondial, en vue de transformer les économies et concrétiser les droits des femmes et l'égalité des sexes.

Depuis la Conférence de Beijing, de nombreuses sociétés ont réalisé des progrès significatifs, particulièrement dans le domaine des droits juridiques des femmes. Toutefois, à une époque de richesses mondiales sans précédent, des millions de femmes sont encore reléguées à des emplois peu rémunérés et de qualité médiocre et se voient encore refuser les soins de santé de base et l'accès à de l'eau potable et à des systèmes d'assainissement décents.

Le rapport présente une analyse approfondie et se base sur des faits concrets pour présenter dix recommandations clés sur les mesures que les gouvernements et d'autres peuvent prendre afin de passer à une économie égalitaire. Il expose aussi une vision d'une économie mondiale adaptée aux femmes, dans laquelle elles bénéficient d'un accès équitable aux ressources productives et à la protection sociale, qui leur offre un revenu suffisant et une meilleure qualité de vie.

Le *Progrès* appelle à un changement de paradigme dans la manière dont les gouvernements, les institutions financières, les entreprises et la société civile abordent la réflexion sur les politiques économiques et les droits humains, pour introduire un programme économique alternatif qui accorde une place centrale aux femmes et à leurs droits.

Dans ses recommandations clés, le rapport souligne le fait que, s'ils disposent de l'équilibre approprié de politiques économiques et sociales, les gouvernements peuvent générer des emplois décents pour les femmes (et les hommes) et s'assurer que le travail non rémunéré qui contribue à la durabilité de toutes les économies soit reconnu et soutenu.

Les politiques macroéconomiques peuvent et doivent aussi soutenir la réalisation des droits des femmes, par la création d'économies dynamiques et stables, la génération d'emplois décents et la mobilisation des ressources pour financer les services publics essentiels. Les gouvernements doivent dépasser les mesures traditionnelles de croissance à travers le PIB et l'inflation faible, et plutôt mesurer la réussite en termes de réalisation des droits humains.

Non seulement les changements proposés dans le rapport permettront de faire fonctionner l'économie pour les femmes, mais ils bénéficieront également à la majorité des hommes qui sont marginalisés. Le rapport soutient que le progrès pour les femmes est le progrès pour toutes et tous.

Le rapport est disponible en [anglais](#) et le résumé exécutif en [français](#).



Atelier de clôture du projet oasien intégrant la dimension genre et changement climatique à Errachidia (Maroc)

L'atelier de clôture du projet « *Appui à une planification locale sensible au genre et intégrant la réduction des risques et désastres climatiques* » (2013-2015), développé par ONU Femmes en partenariat avec la Direction d'Aménagement du Territoire, la [Direction Générale des Collectivités locales/DFCAT](#), le [Programme Oasis Tafilalet \(POT\)](#), et le [Ministère délégué chargé de l'Environnement](#), avec l'appui de la Coopération Suisse au Développement, s'est tenu le mercredi 22 avril 2015 au gîte El Khorbat à Errachidia.



Participants/es à l'atelier de clôture en présence de Mme la Ministre déléguée chargée de l'environnement

Cet événement, qui a été marqué par la présence de Madame Hakima El Haite, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargée de l'Environnement, et de Monsieur Bruno Pouezet, Représentant résident des Nations Unies au Maroc, a réuni des acteurs institutionnels de premier plan, des partenaires du projet et des membres de la société civile.

L'objectif de ce projet est de renforcer l'intégration de la dimension genre et le changement climatique dans le processus de planification territoriale, ainsi que d'accroître l'autonomisation et le leadership des femmes en réponse aux défis posés par le changement climatique dans les zones oasiennes.

Comme dans d'autres zones rurales, les populations des oasis de la province d'Errachidia subissent les effets néfastes du changement climatique. Ces conséquences liées à la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles touchent inégalement les hommes et les femmes. On constate des disparités liées au genre dans le domaine de la gestion et la préservation des ressources naturelles, et de la participation aux prises de décision relatives à cette question. Les activités du projet se sont concentrées d'une part sur le renforcement des capacités des acteurs en matière d'approche genre et changement climatique, et la mise en place d'un Système d'Information Communal Gendérisé intégrant les indicateurs de changement climatique (SICGCC).

Selon My Mustapha Raji, Secrétaire général de la commune rurale Gheris El Ouloui-Errachidia « ...ce SIC est vraiment vivant et opérationnel, il restitue fidèlement les attentes de la population..., les données collectées nous ont permis par exemple de mettre le doigt sur des disparités entre les douars pour diverses raisons, nous allons corriger ces disparités sur la base de ces données sur lesquelles nous nous sommes également appuyés pour actualiser et gendériser notre Plan de Développement Communal (PCD)».

Par ailleurs, un Groupement d'Intérêt Economique pour préserver, valoriser et commercialiser des plantes aromatiques et médicinales (GIE PAM) a été créé, réunissant 12 associations et 15 ONGs locales. A travers ce GIE, 120 femmes de 8 communes oasiennes ont été renforcées dans leur autonomisation économique grâce aux PAM.

La forte mobilisation de la part des acteurs locaux sur la question de l'intégration du genre et de la dimension changement climatique a permis d'atteindre des résultats dépassant les objectifs fixés et suscitant une prise de conscience de l'intérêt stratégique d'une planification locale sensible au genre.

Rencontre des femmes élues locales d'Afrique à Rabat



Une rencontre des femmes élues locales d'Afrique a été organisée par ONU Femmes Maghreb en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur-Direction Générale des Collectivités Locales et l'Organisation des Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), à travers le Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique ([REFELA](#)), le 13 et 14 avril 2015 à Rabat.

Vingt femmes élues locales des cinq régions africaines étaient présentes, dont des membres du bureau exécutif du REFELA et femmes élues locales, présidentes des réseaux provinciaux et régionaux marocains, y compris des membres de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux – AMPCC.

Les participantes ont réalisé le bilan des activités pour la période de 2013 à 2015 par le REFELA, et ont défini sa nouvelle vision et son nouveau plan d'action pour 2015-2017 en vue de la tenue de sa 3^{ème} Assemblée Générale qui se tiendra en marge du Sommet Africités de Johannesburg, prévu en Décembre 2015. Elles ont également contribué à promouvoir le réseautage des femmes élues locales au niveau des cinq régions du continent, et notamment au Maroc, et à échanger des expériences et des bonnes pratiques en matière de budgétisation sensible au genre.

Lors de son allocution d'ouverture, Mme Leila Rhiwi a rappelé que la promotion de la mise en réseau des femmes élues locales au niveau régional, national et international, constituait un des axes prioritaires de la Convention de partenariat, signée en 2014 entre ONU Femmes Maghreb et la Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur, en matière de promotion de la participation politique des femmes au niveau local.



Présentation d'une étude sur la traite des femmes et des enfants au Maroc

Le [Ministère de la Justice et des Libertés](#), en partenariat avec ONU Femmes et avec le soutien de la [Direction du Développement et de la Coopération Suisse](#), a organisé mardi 5 mai un séminaire sous le thème des perspectives de la protection juridique et institutionnelle pour les victimes de la traite des personnes, en particulier, des femmes et des enfants.

L'événement, dont la session d'ouverture a été présidée par le Ministre de la Justice et des Libertés Mustapha Ramid, la Représentante d'ONU Femmes Leila Rhiwi et le Directeur de la Coopération Suisse Adriano Küpfer, a réuni plus d'une centaine de personnes, membres du gouvernement et des institutions nationales, de la société civile, des organisations internationales et de la coopération bilatérale.

Ce séminaire a permis la présentation et la discussion des résultats d'une étude portant sur les différentes formes de la traite des femmes et des enfants au Maroc, ainsi que sur les capacités institutionnelles et de la société civile à y faire face.

L'étude a révélé que la traite des femmes et des enfants au Maroc se manifeste tant à l'échelle nationale que transnationale, affectant les populations marocaines et migrantes. De nombreuses formes de traite et d'exploitation ont ainsi été identifiées par les auteurs de l'étude, comme étant ses manifestations les plus courantes au Maroc. Il s'agit notamment de différentes formes d'exploitation économique, dont le travail domestique constitue une part notable, mais également de la mendicité forcée ou encore de l'exploitation sexuelle.



Après avoir exposé les caractéristiques, les mécanismes relatifs à la prévention, la protection, la prise en charge et la réinsertion des victimes, l'étude recommande l'adoption de mesures législatives prévoyant une incrimination de la traite des personnes et établissant des sanctions. Un deuxième axe de recommandations concerne la prévention de la traite, à travers une sensibilisation du public, ainsi que la protection des victimes, à travers une réponse intégrant l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre le phénomène. Enfin, face à une réalité transnationale, le renforcement des partenariats, tant au niveau national qu'international constitue un enjeu majeur.

L'organisation de ce séminaire s'inscrit dans le cadre du projet « *Contribuer à une meilleure protection des femmes et enfants victimes de la traite humaine* » mis en œuvre depuis 2012 par le Ministère de la Justice et des Libertés et ONU Femmes, avec le soutien de la Coopération Suisse.



De gauche à droite: Adriano Küpfer, Directeur de la Coopération Suisse; Leila Rhiwi, Représentante d'ONU Femmes Maghreb; Mustapha Ramid, Ministre de la Justice et des Libertés.

Tunisie : mission de l'Instance Vérité et Dignité au Maroc

L'Instance Vérité et Dignité ([IVD](#)), créé en 2013 en Tunisie, a été chargée de recenser et d'indemniser les victimes des abus des régimes de Ben Ali et Bourguiba. Pour renforcer le travail de l'IVD, et plus spécifiquement concernant l'intégration de la perspective de genre durant le processus de justice transitionnelle, cinq membres de l'IVD ont participé à une mission au Maroc, grâce à l'appui du [Conseil National des Droits de l'Homme](#), où ils ont rencontré des anciens membres de l'Instance Équité et Réconciliation (IER).

Les anciens membres de l'IER ont partagé leurs expériences et ont émis des recommandations relatives, notamment à l'importance d'intégrer le genre dès le début du processus, d'assurer de l'existence d'une volonté politique ou encore la nécessité que l'IVD soit composée de staff technique (écouteurs, enquêteurs, psychologues) qui inclue une expertise sur les questions de la violence à l'encontre des femmes et du genre.

Concernant les indemnités, il a été recommandé qu'un système de discrimination positive en faveur des femmes pour la décision sur l'octroi de leur indemnisation soit adapté. En effet, les femmes ont non seulement subi les mêmes violations que les hommes, mais elles ont aussi été victimes des discriminations additionnelles en raison de leur sexe.

Le 28 mai 2015, les membres de l'IVD et l'ONU Femmes ont procédé à une visite de terrain à Casablanca à l'Association médicale de réhabilitation des victimes de la torture (AMRVT). Durant cette visite, le président de l'AMRVT, le docteur Abdelkarim Manouzi, a expliqué qu'il continue à mener le travail qu'il a entrepris pendant les années de plomb, à savoir l'acheminement des victimes de torture vers les hôpitaux de référence et le paiement des ordonnances que les mutuelles de santé remboursaient partiellement. La mission actuelle de l'AMRVT est aussi de revendiquer le droit des victimes de torture à la santé dans la dignité et à la prise en charge totale de l'Etat.

Visite de Mme. Lakshmi Puri, UN Women Directrice Exécutive Adjointe au Maroc

Dans le cadre du Forum « [Femmes pour le Climat](#) », organisé par Women's Tribune, Mme. Lakshmi Puri, Directrice Exécutive Adjointe d'ONU Femmes, a visité le Maroc du vendredi 29 mai au dimanche 31 mai 2015. A cette occasion, Mme Puri a pu rencontrer des représentants du gouvernement au niveau national et local et des représentants de la société civile.

Sa visite a commencé par une réunion avec la Ministre déléguée pour l'environnement, Mme. Hakima Haite, qui a réitéré sa volonté d'accélérer le processus de s'engager avec ONU Femmes Maghreb dans un partenariat institutionnel pour l'exécution du Fonds Vert. Une conférence de presse conjointe a été organisée à l'occasion. La Directrice exécutive adjointe a ensuite participé à la session plénière « Femmes pour le Climat » traitant du thème de « La lutte contre le changement climatique : une question de genre ».



Mme. Puri a par la suite rencontré Mr. Fathallah Oualalou, Maire de Rabat, ville qui a rejoint l'initiative « Villes Sûres et Amies de Toutes et Tous » en Avril 2015. Après un échange de vues sur le programme, Mme Puri a présenté au maire l'initiative HeForShe, à laquelle il a décidé de se joindre.

Le samedi 30 mai 2015, Mme Lakshmi Puri a commencé sa journée en rencontrant M. Hulot, envoyé spécial du Président français François Hollande pour la protection de la planète et négociateur pour la COP21.

Elle l'a informé des progrès accomplis pour garantir que la GEWE soit considérée comme un facilitateur clé et bénéficiaire de changements climatique et gouvernance. Ils ont également échangé sur le besoin de renforcer le plaidoyer et la mobilisation politique, d'apporter des preuves concrètes / basées sur des faits pour faire progresser l'agenda et de promouvoir le rôle des femmes comme bénéficiaires et acteurs clés dans les actions internationales, nationales et locales concernant le changement climatique, à la fois en termes d'adaptation et d'atténuation. M. Hulot a noté les progrès réalisés jusqu'à présent en termes de GEWE et a convenu qu'il faut continuer à intensifier les efforts dans toutes les sessions de négociations menant à COP21.



Mme Lakshmi Puri a pris son déjeuner de travail avec Mme Zakia El Mrini, présidente de l'ONG Ennakhil et du district local de Gueliz, et M. Alberto Pérez, directeur général de la compagnie de bus ALSA (partenaire du projet « Villes Sûres et Amies de Toutes et Tous »), pour discuter des interventions à Marrakech. La Directrice Exécutive a saisi l'occasion pour parler à M. Pérez des 7 Principes Economiques (WEP) et l'initiative HeForShe, à laquelle il s'est joint ce jour-là.



Dans l'après-midi, Mme. Lakshmi Puri a rencontré 100 femmes élues et candidates qui bénéficient de formations de renforcement des capacités organisées par l'ONG Ennakhil, avec le soutien de ONU Femmes, dans le contexte des préparations pour les élections locales en Septembre 2015. Une visite au Douar Al Koudia a également été organisée, où Mme. Lakshmi Puri a pu rencontrer des organisations de base au centre communautaire « Maison des Associations ». Les organisations de base ont présenté les actions qu'ils mènent pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans les espaces publics.



Renforcement des capacités des femmes du Haut-Atlas (Maroc)

Dans le cadre du projet appuyé par le Fonds pour l'égalité des sexes dans la région d'Imilchil, l'association [Akhiam](#) a organisé deux ateliers de formation en mai et juin 2015 pour renforcer l'autonomisation politique des femmes de cette région montagneuse isolée.

L'atelier des 11 et 12 mai visait à doter les femmes et les hommes, de la réflexion et des outils leur permettant d'initier un processus de plaidoyer au sein des villages cibles d'Imilchil et de Bouzmou. A partir d'exercices pratiques et de mises en situation, les 17 femmes et 4 hommes présents ont d'abord identifié les difficultés rencontrées, obstacles au développement économique, social et culturel ainsi que les freins à la participation des femmes dans la sphère publique.



Les participant(e)s à l'atelier sur le plaidoyer, le 5 juin 2015, devant les locaux d'Akhiam

Pour permettre de dépasser ces problématiques, les participant(e)s ont vu leurs capacités renforcées en matière de plaidoyer et de leadership afin de faciliter la constitution du groupe en association. Le second rendez-vous, du 3 au 5 juin, a permis de concrétiser ce processus de plaidoyer et de renforcer le travail coopératif du groupe de femmes leaders dans le développement des activités-génératrices de revenus et la gestion des deux coopératives créées dans le cadre du projet. A la suite de la première journée consacrée aux normes de qualité, hygiène et salubrité de la coopérative de pâtisserie, 26 femmes ont été accompagnées dans la définition de leurs objectifs de plaidoyer, dans les modalités de leur organisation et dans l'élaboration et l'adaptation des outils de mise en œuvre de processus d'action collective et de plaidoyer, notamment autour des nouvelles dispositions de la Moudawana.

Forum mondial « Des villes sûres en action pour les femmes et les filles : les fondamentaux de la mise en œuvre et les leçons à en tirer »



La délégation marocaine et l'équipe « Des villes sûres ».

L'initiative mondiale « [Des Villes Sûres](#) » développée par ONU Femmes a réuni à New Delhi du 10 au 12 juin 160 participants de 24 pays, dont les 21 villes participant à l'initiative, pour une présentation des stratégies d'intervention et des premiers résultats atteints par les villes engagées dans le processus. La délégation du Maroc rassemblait des représentants des villes de Marrakech, impliquée depuis 2012, de Rabat et des autorités centrales : Direction générale des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur et Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social.

L'ouverture du Forum, présidée par la directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes Lakshmi Puri, a été l'occasion d'engagements politiques de la part des élus des nouvelles villes rejoignant l'initiative. Le vice-Maire de Rabat, Abdelmonnime El Madani, a ainsi officiellement annoncé l'engagement pris par la ville de Rabat à développer sa réponse locale à la problématique des violences faites aux femmes et aux filles dans les espaces publics dans le cadre de l'initiative mondiale. La délégation du Maroc a participé à l'animation de plusieurs sessions, dont le panel sur les réseaux, la coordination et la bonne gouvernance, le panel sur la mobilisation communautaire et la participation des femmes de quartier, la session sur le recours à des approches artistiques pour le changement, et celle sur les transports publics. Enfin, le Forum a été l'occasion du lancement officiel de la vidéo de présentation du projet « Marrakech, Ville Sûre et Amie de Toutes et Tous » produite par EFE et avec l'appui de l'agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) – [voir la vidéo](#).

Lancement d'un Forum de Femmes Parlementaires en Algérie

Une rencontre internationale, organisée par le Parlement algérien en collaboration avec ONU Femmes et le PNUD, a été tenue le 14 et 15 juin 2015 à l'Assemblée Populaire Nationale algérienne (APN). Des différentes expériences sur les forums de femmes parlementaires de plusieurs pays du monde ont été présentées au cours des deux jours et la rencontre s'est clôturée le 15 juin par une annonce officielle sur la création d'un Forum de femmes parlementaires en Algérie.

La conférence a été ouverte par les Vice-Présidentes du Parlement, Mme Amel Deroua et Mme Zahira Belatoui précédées du Président du Parlement, Mr Mohamed Larbi Ould Khelifa, puis de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et représentante résidente du PNUD en Algérie, Mme Cristina Amaral et enfin de la représentante du Bureau Multi-Pays Maghreb d'Onu Femmes, Mme Leila Rhiwi.

Au cours des deux jours, des représentantes de forums venues du Brésil, d'Espagne, d'Indonésie, du Maroc, du Rwanda et enfin du Sénégal ont partagé les leçons apprises et bonnes pratiques concernant des questions comme la forme des forums, les obstacles à leur constitution et leur fonctionnement. Une bonne collaboration avec des hommes parlementaires, sympathisants de valeurs égalitaires, a entre autres été identifiée comme nécessaire pour le bon fonctionnement du forum. Cette collaboration doit se transformer en un partenariat effectif, a-t-il été souligné par les participantes.

Une question a été récurrente lors des débats: les appartenances partisans des parlementaires constituent-elles un frein à la constitution de forums ? L'expérience de Mme Athanasie Gahongodo Vice-présidente de la « *Commission juridique du Forum des femmes parlementaires rwandaises* » a montré toute l'étendue de la solidarité principielle des parlementaires rwandaises à un moment crucial de leur histoire. En effet, au lendemain du génocide rwandais, douze femmes membres du Parlement de transition se sont rassemblés « *pour parler d'une même voix, sans tenir compte de ce qui pouvait constituer un facteur de division* » pour défendre les droits des femmes au cœur d'une société en reconstruction. Cette expérience démontre que les femmes peuvent et doivent se rassembler afin de promouvoir leurs droits au-delà de leurs oppositions/appartenances politiques.

Les participantes ont toutes saisi l'occasion de réaffirmer l'importance de ces forums, qui sont une réponse à la faible proportion des femmes dans les parlements. Ils leur permettent de faire entendre leur voix, de développer leur solidarité et de mieux contribuer aux travaux parlementaires. Ils instaurent une collaboration multipartite en unissant les femmes de différents groupes politiques autour de sujets sur lesquels elles s'accordent, en particulier ceux liés à la promotion de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes. Ces forums facilitent l'intégration de la dimension de genre dans le travail et les structures des parlements.

Enfin, cette rencontre a contribué à l'atteinte d'un résultat, celui de l'annonce de la création d'un forum de femmes parlementaires, en Algérie. Les femmes parlementaires représentent actuellement pas moins de 31% du total des élu-e-s.



Parlementaires algériennes, représentant du Ministère des Affaires Etrangères, représentantes des forums de femmes parlementaires étrangers et représentants du système de Nations Unies (Onu Femmes, PNUD)

Pour plus d'information :

[Annonce Officielle de la constitution du forum des femmes parlementaires en Algérie et du forum des femmes parlementaires MENA / Afrique, vers quelle feuille de route?](#)

[Dossier complet](#) de la Conférence (Présentations, Programmes, Biographies et photos)

Activités du Groupe thématique genre (Maroc)

Au cours du deuxième trimestre de 2015, le Groupe thématique genre des Nations Unies (GTG) a organisé deux rencontres de réflexion autour des préoccupations actuelles de ses agences et de ses partenaires.

Le 14 avril 2015, [l'École Nationale d'Administration de Rabat](#) a accueilli les membres du GTG et du réseau de coordination interministérielle de l'égalité entre les sexes pour une présentation par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) des résultats de l'Enquête Budget-Temps. Cette enquête, réalisée entre 2011 et 2012 au niveau national, est le fruit d'un partenariat entre le HCP et ONU Femmes. Fournissant des informations détaillées sur le temps exact que les individus dédient aux différentes tâches au cours d'une journée, tout en renseignant le travail non rémunéré « invisible » des hommes et des femmes pour estimer la contribution de celui-ci à l'économie, ces données sont un outil incontournable pour l'ensemble des acteurs œuvrant en faveur de l'élaboration de politiques publiques ciblées et permettant de lutter de manière efficace contre les inégalités entre les femmes et les hommes.



Les membres du GTG et du RCI lors de la présentation de l'enquête budget-temps à l'ENA

En partenariat avec le [Conseil Économique, Social et Environnemental](#), le GTG a invité ses partenaires institutionnels, de la coopération internationale, de l'université et de la société civile à un séminaire international le 30 juin à Rabat, pour interroger le rôle des hommes et des garçons dans la promotion de l'égalité des sexes. Repensant les concepts de masculinités et de domination patriarcale, cette rencontre a permis de présenter l'état des lieux de la recherche dans le domaine au Maroc et dans la région arabe, et de développer des pistes de réponse pour impliquer les hommes et les garçons dans l'atteinte de l'égalité homme-femme avec les initiatives de trois organisations de la société civile : [Quartiers du Monde](#), [Promundo](#) et l'association [Médias et Culture](#).



De g. à d. : Leila Rhiwi, Représentante - ONU Femmes Maghreb, Nizar Baraka, Président – CESE, Driss Guerraoui, Secrétaire-Général – CESE

6 films et un millier de spectateurs à la nuit blanche du cinéma à Rabat



A l'occasion de la 4^{ème} édition de la Nuit blanche du cinéma, qui a eu lieu les 26 et 27 juin, six films d'animation, des fictions et des documentaires portant sur la question de la migration ont été projetés sur l'esplanade de la Bibliothèque nationale du Royaume de Maroc (BNRM), avec l'appui d'ONU Femmes.

Un millier de personnes a répondu présent au rendez-vous de l'Association des rencontres méditerranéennes du cinéma et des droits de l'Homme ([ARMCDH](#)), qui organise cet événement depuis quatre ans.

Créée en 2010, l'ARMCDH promeut les droits humains par le biais de la culture et notamment du cinéma. Ce champ constitue un puissant vecteur d'expression, de réflexion

critique et d'éducation, à opposer à tous ceux qui veulent brider la liberté de penser et la revendication des droits universels par le citoyen. ONU Femmes, grâce au soutien du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas à travers le projet « Observatoire genre et gouvernance démocratique », appuie cette initiative depuis sa première édition afin de contribuer promouvoir et renforcer la gouvernance démocratique sensible au genre et aux droits humains.

Le samedi 27 juin, la Nuit blanche du cinéma s'est achevée avec la tenue d'une table ronde « Les migrants face aux Etats » dans laquelle la question migratoire a été abordée sous les angles historique, sociétal et politique. Parmi les invités, Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture et du tourisme du Mali, Mehdi Alioua, sociologue et militant du Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM), Peggy Derder, historienne ayant travaillé sur la question de l'immigration et Ana Fonseca, représentante de l'OIM au Maroc.



HeForShe : Building Bridges 2015 au Maroc

Jilt Van Schayik et Teun Meulepas, jeunes délégués des Pays-Bas auprès des Nations Unies, ont traversé le Maroc dans le cadre de leur projet [Building Bridges](#), qui les mène d'Amsterdam à Cape Town en vélo, pour rencontrer des jeunes et rendre compte de l'agenda post-2015 des 8 objectifs du Millénaire pour le développement d'un point de vue différent, qui s'appuie sur les priorités des jeunes et sur la position des femmes.

Le mercredi 2 avril 2015, Jilt et Teun ont rencontré plus d'une centaine de jeunes marocains au Théâtre Royal de Marrakech, où ils ont invité l'ambassadeur des Pays-Bas au Maroc, Ronald Gerard Strikker, à joindre la campagne HeForShe.

